

Actualité > À vif

« Les Français sont-ils vraiment lassés de la politique ? »

tribune

Emile Chabal

Professeur d'histoire contemporaine à l'Université d'Édimbourg, auteur *Le paradoxe français : une nouvelle histoire de la France contemporaine* (à paraître en 2025, Markus Haller)

Face à l'instabilité que traverse la France depuis la dissolution de l'Assemblée nationale par Emmanuel Macron, Émile Chabal s'interroge : est-ce la population qui exprime sa lassitude face au politique ou les institutions de la Ve République qui ne répondent plus à leurs attentes ?

Émile Chabal, le 13/01/2025 à 17:00

Lecture en 4 min.



À lire la presse française et étrangère, on croirait que la France est traversée par une profonde crise politique. Une dissolution inattendue, des élections en rafale, une paralysie institutionnelle, un gouvernement censuré, un nouveau gouvernement à peine légitime. Une telle succession de

Mais qu'en est-il des Français ? Ils semblent bien éloignés du remue-ménage institutionnel. Hormis quelques grèves ponctuelles et le grondement du mouvement agricole, on aperçoit une certaine lassitude, comme s'ils étaient désintéressés de la politique. Loin du sursaut demandé par Emmanuel Macron au moment de la dissolution, les Français semblent se préoccuper d'autre chose. Les apparences peuvent néanmoins être trompeuses. Pour comprendre l'apparente divergence entre la vie politique et la vie quotidienne, il faut d'abord se débarrasser de l'idée que les Français se sont désintéressés de la politique.

Cahier de doléances du XXIe siècle

En effet, depuis l'élection d'Emmanuel Macron en 2017, ils se sont engagés à de nombreuses reprises dans la vie politique du pays. En 2018, le mouvement des gilets jaunes est devenu l'un des mouvements sociaux les plus importants en France depuis Mai 68. Certes, le ras-le-bol des manifestants n'a pas eu d'issue politique immédiate, mais nul doute que les longues discussions sur les ronds-points chaque samedi étaient profondément politiques.

| *À lire aussi* [Gilets jaunes : que sont devenus les cahiers de doléances ?](#)

La crise des gilets jaunes a été suivie par un « grand débat » national en 2019. Plus de 10 000 réunions ont eu lieu en métropole, dans les outre-mer, et à l'étranger, dans lesquelles les Français ont exprimé leur mécontentement et ont proposé des solutions à des problèmes urgents de société, d'économie, et de politique. Cela représente un véritable « cahier de doléances » du XXIe siècle qui donnera de quoi nourrir l'analyse des futurs historiens de notre époque.

Même vis-à-vis des élections, les Français se sont montrés plus ou moins engagés. Si le cycle électoral de 2017 a été marqué par un taux de participation historiquement faible, la tendance s'est inversée depuis. En particulier, les électeurs se sont déplacés massivement en 2024, pour atteindre des taux de participation aux élections législatives dignes des années 1980 et 1990. Après le choc de la dissolution –et confrontés à la possibilité de l'extrême droite au pouvoir –ils se sont mobilisés à grande échelle dans la rue, au sein des familles, sur les réseaux sociaux, et dans la place publique.

La Ve République, autoritaire et dirigiste

Face à une telle mobilisation, on ne peut pas parler de désintérêt ; la politique reste bel et bien un enjeu de taille pour la majorité des Français. Pourquoi alors cette lassitude ? La réponse tient à l'incapacité des institutions politiques à encadrer les aspirations des citoyens, à commencer par l'architecture même de la Ve République.

système politique était logique et faisait écho à l'État fort des Trente Glorieuses. Mais, au fil du temps, la faiblesse du Parlement et le manque de dialogue social ont rongé les fondements du système. Les partis politiques, essentiels afin d'assurer la transmission des idées au-delà des personnalités individuelles, peinent à durer dans le temps, et la contestation populaire se multiplie en forme de grèves et de manifestations.

| *À lire aussi* Crise politique : « Les méthodes de la Ve République ne sont plus adaptées »

Paradoxalement, on retrouve la logique de la Ve République avec l'élection d'Emmanuel Macron en 2017 dans son intention affichée de dépasser la droite et la gauche et de réenchanter la politique présidentielle. Cependant, Emmanuel Macron se trouve de plus en plus enfermé dans sa cage institutionnelle : il ne peut pas prétendre à la légitimité d'un de Gaulle, mais il ne peut pas non plus se libérer de la verticalité du pouvoir. Ses tentatives de dialogue social ont donc été vouées à l'échec, en 2019 après un « grand débat » qui n'a pas apaisé les tensions sociales et en 2024 après une dissolution qui n'a pas réglé les dysfonctionnements parlementaires.

Un gouvernement capable de gouverner

Dans ses vœux pour l'année 2025, le président a laissé entrevoir la possibilité de référendums ou de conventions citoyennes afin de trancher des « sujets déterminants », mais il est fort probable que ces initiatives soient, elles aussi, vouées à l'échec. Comment peut-il en être autrement avec un Parlement trop faible et un gouvernement Bayrou que tout le monde croit mort-né ?

La consultation populaire « directe » ne doit pas se substituer aux institutions représentatives ; elle doit au contraire les compléter, en apportant une nouvelle dimension à la relation entre les gouvernants et les gouvernés. Les Français se sont déplacés massivement aux urnes en 2024, non pour un référendum ou une consultation, mais parce qu'ils voulaient élire des représentants à l'Assemblée nationale. S'ils paraissent las et démotivés, c'est à cause de cela.

| *À lire aussi* Fabrice Dalongeville : « C'est à partir du local que l'on fera bouger les choses »

Après tout, les Français sont encore dans l'attente d'un gouvernement capable de gouverner, sans quoi la mobilisation – pour ou contre le gouvernement – n'a aucun sens. Personne n'attend le discours de politique générale de François Bayrou le 14 janvier, car personne n' imagine qu'elle sera mise en œuvre.

Mais cela ne veut pas dire que l'attentisme s'installera de façon permanente. D'ailleurs, il est fort à craindre que, si le blocage persiste au niveau du Parlement, la déception des Français se retourne de nouveau contre le président. Dans ce cas, aucune consultation populaire ne pourra calmer la fronde.